

LA RENAISSANCE

JOURNAL POLITIQUE

<p>ABONNEMENTS</p> <p>Un An. 10 fr.</p> <p>Six Mois. 5 »</p> <p>ENVOI FRANCO PAR LA POSTE</p> <p>Etranger. Port en sus</p>	<p>ADMINISTRATION</p> <p>Tout ce qui concerne l'Administration Abonnements, Articles d'argent Doit être adressé à M. A. ALRICY</p> <p>Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5</p>	<p>RÉDACTION</p> <p>Adresser les communications</p> <p>A. M. COSTE-LABAUME, Directeur</p> <p>Cours Lafayette, 5, Lyon</p> <p>LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS</p>	<p>ANNONCES</p> <p>Fermier général : V. FOURNIER</p> <p>Directeur de l'AGENCE DE PUBLICITÉ</p> <p>Rue Comfort, n° 11</p> <p>LYON</p>
---	---	---	---

FRANC PARLER

Nous voici donc avec le cabinet Freycinet-Ferry-Léon Say. Nous ne dirons pas que nous reculons de deux ans, car les nouveaux ministres sont suffisamment intelligents pour nous épargner cette reculade ; toutefois, il n'est pas inutile de noter le singulier résultat de la chute du « dictateur ». La majorité qui renversa le ministère Gambetta, parce qu'il n'était pas suffisamment révisionniste, se trouve en présence d'un ministère qui ne l'est plus du tout.

Vous avez lu la déclaration de Freycinet ; la révision est renvoyée aux calendes, et l'intraitable Barodet peut se féliciter aujourd'hui de sa haute intelligence et de sa lumineuse perspicacité. Ces messieurs voulaient tout ou rien. Ils n'ont rien ; c'est ainsi que l'on fait de la politique transcendante.

L'extrême-gauche, très vexée, songerait, dit-on, à interpellier le ministère sur ce renvoi indéfini de la révision.

Ah ! bien, non, en voilà assez, et nous commençons à être las des chinoïseries constitutionnelles.

Il était trop clair que la révision illimitée, c'était la révision enterrée. Laissons-la dormir dans son tombeau et occupons-nous d'affaires plus sérieuses. D'autant plus qu'elles ne manquent pas.

Le désroi politique se complique aujourd'hui d'un désarroi commercial et financier, qui appelle la plus sérieuse attention et la plus vigilante sollicitude de nos gouvernants.

Les débâcles de Bourse, les faillites de banque, les conséquences trop prévues d'un agiotage funeste, relèguent nécessairement au second plan, les préoccupations de politique pure, et les milliers de gens qui voient s'effondrer leur fortune et disparaître leur épargne ne songent guère à la révision, non plus qu'au scrutin d'arrondissement ou au scrutin de liste.

Il importe donc, avant tout, de rassurer les intérêts publics, de calmer les appréhensions générales, et d'apporter

un peu d'ordre et de clarté dans le chaos créé par une spéculation folle.

A ces divers points de vue, le premier ministre, pour le moment, est le ministre des finances, et nous comprenons sans peine que M. Léon Say n'ait accepté ce portefeuille qu'à la condition expresse de ne pas jeter le Budget et les contribuables dans de nouvelles aventures.

Ni conversion de rente, ni emprunt, ni rachat de chemin de fer.

Ces trois réserves, nettement formulées dans la déclaration ministérielle, prouvent que le successeur avantageux de l'incapable Allain-Targé se fait une idée nette de la situation financière, et de la nécessité de rester tranquille et de liquider le passé avant d'engager l'avenir.

La France est un pays admirable dont la vitalité financière est merveilleuse. — A chaque nouvelle charge, à chaque augmentation de budget, on voit s'augmenter les revenus et les plus values d'impôts... Mais, à la longue, ce ressort généreux pourrait s'user, se briser, et il eût été d'une suprême imprévoyance de venir bouleverser les bases de la fortune publique par des emprunts, des conversions et des rachats...

Quant aux autres réformes, si elles ne doivent pas être renvoyées à une date aussi éloignée, il importe seulement qu'elles soient assez étudiées et assez mûries pour ne point nous faire assister à une série d'avortements.

Les nouveaux ministres sont sans contredit des hommes de bonne volonté, de progrès et aussi de capacité. A ce titre même, ils nous paraissent supérieurs dans leur ensemble aux camarades de Gambetta, — il serait donc d'une politique absurde de leur refuser crédit, d'entraver leur marche et leur action, par des critiques injustes ou des interpellations hors de propos.

Que les brouillons de la Chambre et de la presse fassent trêve à leurs petits exercices, et essayons, une bonne fois, d'avoir un ministère qui dure plus de six semaines.

JACQUES BARBIER

LES AGENTS DE CHANGE

Nous avons, ou plutôt, nous avions trente agents de change à Lyon. Deux ont disparu dans la tourmente financière, les vingt-huit autres ne valent guère mieux, et nous assistons depuis quinze jours aux tentatives de sauvetage de ces officiers ministériels, qui essaient de surnager au-dessus du gouffre creusé par leurs imprudences. Intervention du gouvernement, emprunt de la chambre syndicale, caisse de prêt, cours de compensation, tout est mis en œuvre pour conjurer le fait unique dans les annales financières, de tout un parquet en faillite et peut-être en banqueroute.

Nous souhaitons de grand cœur que ces négociations et ces tentatives arrivent à bonne fin, et l'on verra plus loin que nous ne sommes pas les adversaires d'une intervention gouvernementale, mais à la condition que cette intervention ait lieu non pas seulement au profit des agents de change dont la situation est compromise ou perdue, mais au profit surtout de leurs clients menacés de ruine.

Certes, nous avons peu de goût pour accabler des gens par terre, mais il faut bien le dire, dans cette désastreuse débâcle financière, tous les intermédiaires, tous les agents ont de lourdes fautes à se reprocher.

Si tous ne furent pas coupables, tous furent imprudents et nous chercherions vainement des atténuations à leur inconcevable légèreté.

Comment des officiers ministériels, des hommes d'affaires investis de la confiance publique, doués d'une certaine expérience, ont-ils pu se lancer et lancer leurs clients à leur suite dans les aventures financières qui menacent le crédit de toute une ville ?

Comment ces messieurs, appelés à diriger la spéculation et à l'éclairer de leurs conseils, n'ont-ils pas tenté d'enrayer cet entraînement vertigineux, de mettre un frein à cette course au clocher qui fatalement devait aboutir à une culbute sans précédent ?

Car, enfin, il n'y a pas à le contester, cette spéculation n'a pu se livrer à toutes ses folies que par l'intermédiaire des agents ?

R. — Elle l'ont trompé de plusieurs façons ; d'abord, en lui faisant accroire que la protection céleste leur étant acquise, cette protection dispensait des plus vulgaires précautions de sagesse et de prudence ; — ensuite, en l'entraînant dans une spéculation sans frein.

D. — Expliquez-vous sur le mot spéculation ?

R. — C'est bien facile : la spéculation est un moyen de gagner de l'argent sans travailler.

D. — Comment cela ?

R. — En donnant une valeur fictive aux choses qui n'ont pas de valeur réelle.

D. — Citez-moi un exemple ?

R. — Vous prenez une pièce de vingt francs, vous la placez dans un tiroir ou dans une caisse, et après vous dites : cette pièce de vingt francs vaut quarante francs. Elle ne sortira de ce tiroir ou de cette caisse que si vous la payez double !

D. — Mais c'est du pur charlatanisme ?

R. — Absolument.

D. — Et il y a des gens assez bêtes pour en être dupes ?

Il dépendait d'eux de l'arrêter, de jeter un peu d'eau froide sur cette fièvre chaude. de dire à leurs clients : n'allez pas plus loin ; ne continuez pas ce mouvement insensé dont les conséquences seront désastreuses.

Eh bien ! non, ils ne l'ont pas fait. Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais plusieurs d'entre eux, — nous pourrions citer des noms et des faits, — plusieurs d'entre eux se sont appliqués à pousser le public dans cette voie détestable, à préconiser la hausse indéfinie de ces banques à la mode qui, aujourd'hui, ferment leurs caisses vides et suspendent leurs paiements.

Lorsque l'Union générale atteignait les hauteurs de 2,800 et de 3,000 fr., ces intermédiaires imprudents ne craignaient pas de dire : achetez encore, achetez toujours ! Fourrez-vous-en jusque-là !

Et cet agiotage avait pris un tel développement, une telle furie, que l'on ne trouvait ni temps ni loisir pour les affaires sérieuses.

Tel qui voulait placer ses économies en rentes ou en obligations de chemins de fer ne pouvait y arriver.

— Nous n'avons pas le temps ; l'Union nous absorbe. Envoyez à Paris.

Voilà ce qu'on répondait. L'épargne était bannie de la Bourse pour laisser le champ libre au marché à découvert et au tripot.

Et comme la Bourse ne suffisait plus, on a créé la coulisse et le marché en banque...

Aussi, qu'est-il arrivé ? Il est arrivé que les agents, perdus, noyés dans ce flot de spéculation, ont fini par opérer à tort et à travers, pour des clients solvables ou non, quelquefois pour des pseudonymes !

Etonnez-vous, après cela, des découverts fabuleux de quelques-uns de ces messieurs ?

Etonnez-vous que l'on nous parle de dix, vingt ou trente millions ?

Et s'il n'y avait encore que la spéculation d'engagée ? Mais non. On a appelé au secours de cette spéculation les capitaux de report qui se croyaient assurés par la triple garantie du titre, de l'agent et de la chambre syndicale.

Tout a croulé en même temps, et devant ces décombres on se dit : Tâchons de sauver la corbeille, de sauver les agents...

Nous le voulons bien, mais ce qu'il im-

R. — Il y en a des milliers dont la moitié espère duper à son tour l'autre moitié.

D. — Par quel moyen ?

R. — En lui faisant payer soixante francs la pièce d'or payée déjà quarante, alors qu'elle n'en vaut réellement que vingt.

D. — Et cela peut continuer longtemps ainsi ?

R. — Cela continue indéfiniment jusqu'au jour où le dernier des gogos se dit : — Mais, ce que j'ai payé soixante, quatre-vingts ou cent francs n'est représenté que par la même et unique pièce qui ne valut jamais qu'une pistole.

D. — Et alors ?

R. — Voir plus haut les mots : débâcle, dégringolade, faillite, krack, etc.

D. — Ne pensez-vous pas que les gens qui se livrent à cette spéculation font un vilain métier ?

R. — Le plus vilain de tous, car ils provoquent sciemment à la paresse, au lucre, aux jouissances faciles, au dégoût du travail, en laissant le champ libre aux aventuriers et aux fainéants, qui deviennent plus tard des coquins, comme j'avais l'honneur de le dire plus haut.

Feuilleton de la RENAISSANCE

CATÉCHISME FINANCIER

D. — Qu'entendez-vous par ce mot : finances ?

R. — J'entends la manière d'enrichir les uns et de ruiner les autres.

D. — Y a-t-il plusieurs genres de finances ?

R. — Oui, il y en a deux : la finance honnête et la finance malhonnête.

D. — Quelle est la plus productive ?

R. — La finance malhonnête.

D. — Qui a créé et mis au monde la finance malhonnête ?

R. — Les banquiers, banquistes, aventuriers, écumeurs, escrocs, pressés de s'enrichir aux dépens du public naïf, imprudent ou crédule.

D. — La finance malhonnête est-elle éternelle ?

R. — Non, la finance malhonnête n'est

pas éternelle, car si elle a un commencement elle a nécessairement une fin.

D. — Comment appelez-vous cette fin ?

R. — On la qualifie de noms variés : débâcle, dégringolade, pouff, krack, etc.

D. — Que se passe-t-il alors ?

R. — Il se passe que les honnêtes gens sont ruinés et que les coquins se tirent d'affaire.

D. — Qu'entendez-vous par ce mot : coquin ?

R. — J'entends les spéculateurs qui sauvent leurs bénéfices, quand ils sont en gain, et ne paient pas leurs différences quand ils sont en perte.

D. — Que signifie ce mot : différence ?

R. — Je vous expliquerai cela au chapitre *Bourse*.

D. — Où réside la finance malhonnête ?

R. — Elle réside partout et en tous lieux, mais, depuis quelque temps, elle semble avoir élu domicile dans les banques dites du Saint-Esprit.

D. — Comment des banques placées sous un tel patronage ont-elles pu tromper le public ?

porte de sauver avant tout ce sont, les intérêts du public entraîné et dupé.

Les agents, qui, par leur imprudence, sont les premiers coupables, doivent être aussi les premières victimes, et leur situation personnelle, leur fortune doivent être sacrifiées sans hésitation pour réparer les pertes et les ruines dont ils ont causé.

On ne comprendrait pas des agents se tirant de la bagarre quand leur clientèle y reste.

Il a été question d'un emprunt dont les revenus seraient garantis soit par une élévation d'impôts sur les opérations de Bourse, soit par un abandon de courtage.

Ces deux idées ne nous semblent pas impraticables et la seconde surtout nous paraît absolument légitime.

Les agents de change, qui ont contracté une lourde dette vis-à-vis du public, doivent y faire face et par leurs bénéfices passés et par leurs bénéfices futurs... C'est le seul parti qui puisse sauvegarder leur considération et leur honneur si témérairement engagés et compromis.

On nous trouvera peut-être sévère pour une corporation où chacun compte des connaissances et des amis. Mais dans une crise aussi lamentable — et malgré toute l'indulgence possible — on est bien obligé de mettre les responsabilités à leur place.

LA CRISE ET L'ÉTAT

La Chambre vient de repousser brutalement, par la question préalable, toute intervention dans notre crise financière.

Eh bien, la Chambre a commis une lourde bêtise, et voici nos raisons.

En théorie absolue, il est évident, que le rôle de l'Etat n'est pas de venir en aide aux détreffes particulières.

Seulement, quand un désastre financier prend des proportions telles qu'il atteigne non pas une, dix, quinze, vingt ou cinquante personnes, mais une grande ville tout entière; quand ce désastre menace sa situation commerciale et risque de tarir dans ses sources vives son industrie, son crédit et son travail, — est-il possible de dire que ce ne sont là que des détreffes particulières, que des misères privées et que l'Etat doit passer à côté d'un air indifférent.

Qu'est-ce que l'Etat, en somme? Sinon la résultante de tous les intérêts privés, réunis en intérêts généraux, sinon le faisceau des forces, des ressources et des énergies de chacun?

Dans ces conditions l'Etat peut-il se désintéresser entièrement d'une crise qui, par son intensité et son étendue, cesse d'être un accident particulier, pour devenir un désastre public?

Que se passe-t-il à Lyon?

Tout un parquet d'agents de change en état de cessation de paiement et de liquidation judiciaire.

La Bourse fermée, les transactions suspendues, non pas seulement celles de la spéculation, mais celles du comptant et de l'épargne.

Impossible de rien vendre, l'impossible de rien acheter, pas même de la Renie sur l'Etat ou des obligations de chemin de fer.

Quarante ou cinquante millions, peut-être plus, de capitaux immobilisés dans des reports que l'on ne rembourse pas et sur lesquels les négociants comptaient pour leurs échéances;

Malaise général tel que les Présidents de la Chambre et du tribunal de commerce, réclament ou des prorogations d'échéance ou une atténuation aux rigueurs du Code de Commerce, pour endiguer le flot des faillites.

D. — Maintenant, que je sais ce que c'est que la spéculation, dites-moi comment cette spéculation peut s'exercer?

R. — Elle s'exerce par les opérations de Bourse.

De la Bourse

D. — Qu'est-ce que la Bourse?

R. — La Bourse est un monument de style grec, romain, moyen-âge ou renaissance, dans lequel se trouve une grande salle destinée au public. Au milieu de la salle, et séparée du public par une barrière, règne ce que l'on appelle la corbeille, autour de laquelle circulent les agents de change.

D. — Pourquoi corbeille? Les agents de change sont-ils des fleurs?

R. — Non, les agents de change ne sont pas des fleurs, et la corbeille compte parfois pas mal de mauvaise herbe.

D. — Que font les agents de change autour de leur corbeille?

R. — Ils crient et vocifèrent à tue-tête des mots bizarres qui sont le langage des opérations de Bourse: « Je vends tant d'Union, je prends tant de Crédit, j'ai cinquante

Bref un vent de ruine et de banqueroute soufflant sur la seconde ville de France...

Eh bien! est-ce là une détresse particulière, est-ce là un de ces malheurs privés dont un gouvernement puisse dire avec désinvolture: Cela ne me regarde pas, arrangez-vous?

Pour que cette théorie commode eût quelque raison d'être, il faudrait démontrer, au préalable, qu'une ville comme Lyon, ne compte pour rien dans le reste de la France; qu'il n'y a pas à s'occuper de sa prospérité, ou de sa ruine; que, dans l'économie générale du pays, une cité de trois cent mille âmes, qui passe pour l'un des premiers marchés de l'Europe, occupe une place assez insignifiante pour qu'on ne s'en occupe; que Lyon peut disparaître en un mot, sans que l'ensemble des intérêts nationaux en soit affecté, et sans que la bonne ville de Paris en digère une côtelette de moins, à son déjeuner.

Si cette démonstration peut se faire, si cette théorie est admise, nous n'insistons pas, et nous reconnaissons volontiers que l'Etat n'a qu'à se laver les mains et à laisser Lyon cuire dans son jus.

Maintenant, où est le théoricien absolu et le doctinaire dégagé qui osera soutenir cette singulière thèse?

Ah! parbleu, nous le savons! Lyon a fait des bêtises, Lyon a fait des folies, qu'il les paie et ne vienne pas nous fatiguer de ses jérémiades.

Tout cela est vite dit, et s'il ne s'agissait que de sermons et de morale, nous en dirions plus long encore.

Mais il faut prendre la situation telle qu'elle est, le mal tel qu'il se présente et, tout en réservant les responsabilités, aviser aux moyens d'atténuer une débâcle que l'on essaierait vainement de localiser et de circonscire dans une seule ville, quand cette ville a des relations qui rayonnent non seulement sur la France, mais sur l'Europe entière.

Lorsqu'une colonie plus ou moins ténue est menacée, lorsque l'influence nationale est en péril, hésite-t-on devant le sacrifice que réclame cet intérêt public?

Hésite-t-on devant les armées à mettre en campagne et les millions à dépenser?

Nous n'en exigeons pas tant.

Nous demandons seulement que le gouvernement ne traite pas Lyon plus mal qu'un village d'Afrique ou qu'une bourgade du Sénégal.

Il serait étrange que l'Etat, qui accorde sa garantie à des entreprises de chemins de fer tels que le Bône-Guelma ou autres lignes secondaires, vint refuser son appui à une grande cité en détresse.

Quant aux conditions de cette intervention et de cet appui, il serait trop long de les discuter à cette place; bornons-nous à dire que le gouvernement doit ne s'inspirer que d'un principe: la sauvegarde des intérêts généraux, des intérêts sérieux, respectables, et l'abandon de tout ce qui ne touche qu'à la spéculation hasardeuse et folle, cause première de tout le mal.

FEUILLES VOLANTES

Les semaines se suivent et se ressemblent, ou plutôt elles s'augmentent de nouvelles débâcles financières qui feront bientôt de notre malheureuse ville un vaste syndicat de faillites.

Les maisons de banque s'écroulent les unes sur les autres, comme des capucins de carte, entraînant dans leur chute bien des fortunes, bien des espérances et bien des illusions.

On ne rencontre que gens ruinés, que millionnaires de la veille, sollicitant des places de commis ou de garçon de peine.

Tel qui possédait, sur le papier, cinquante mille livres de rente hypothéquée sur les livres de l'Union Générale, serait heureux aujourd'hui du plus modeste emploi.

Ah! les négociants sont bien vengés! Ces messieurs se plaignaient de la désertion de

Lander, à qui vingt-cinq Suez dont dix, etc.»

D. — Qu'est-ce que tout ce vacarme signifie?

R. — Il signifie qu'il y a là des gens qui achètent et d'autres qui vendent.

D. — Alors ceux qui achètent ont l'argent pour payer.

R. — Pas toujours, et beaucoup achètent à terme ou à découvert.

D. — Quel est le but de cette opération?

R. — C'est de revendre plus cher à un autre ce que l'on achète, sans avoir de quoi le payer. Cela s'appelle jouer à la hausse.

D. — Mais ceux qui vendent au moins, sont propriétaires de ce qu'ils vendent?

R. — Pas davantage. On vend souvent ce que l'on n'a pas, dans l'espoir de le trouver à meilleur marché que son prix de vente. Cela s'appelle jouer à la baisse.

D. — Alors les joueurs à la hausse ou à la baisse n'ont souvent ni argent, ni titres?

R. — Cela arrive assez fréquemment.

D. — Ils s'exposent donc les uns et les autres à être dupes ou dupés.

R. — Inévitablement.

tous leurs employés, transformés en courtiers de banque ou en coulisiers. Ils vont les voir revenir, au bercail, l'oreille basse et la bourse plate, trop heureux de pouvoir retrouver ce pain quotidien qu'ils abandonnèrent pour les rêves dorés de la Bourse, où leur imagination voyait passer des chevaux de sang et tourner des dames agréables, constellées de diamants et gantées jusqu'aux aisselles!

Misère humaine! Il n'est question, maintenant, que de chevaux à vendre, que de voitures à céder, que de mobiliers d'occasion en bon état de conservation. — On s'en est si peu servi!

Plus de réjouissances, plus de dîners, plus de toilettes. Cuisiniers et couturières se décommandent à la file, et le carême lyonnais commence en plein Carnaval.

S'il n'y avait que cela, encore, ce serait demi-mal. S'il n'y avait que le luxe et le superflu d'atteints, on s'en consolait, malgré les pertes sensibles des industries spéciales qui font vivre pas mal d'ouvriers.

Mais à côté de ces ruines apparentes et connues, que de misères cachées, que d'infortunes profondes auxquelles va manquer non le superflu, mais le nécessaire.

Des économies de toute une vie, des épargnes laborieuses et patientes vont se trouver perdues, noyées dans le gouffre, pêle-mêle avec les millions des uns et le modeste pécule des autres.

Les aventuriers de la finance, qui ont creusé cet abîme, peuvent être satisfaits de leur œuvre malsaine et si, comme ils prétendent, le Saint-Esprit a béni leurs opérations, il faut avouer que le Saint-Esprit n'est pas dégoûté.

Comme suite naturelle de toutes ces culbutes, il est probable que notre rue de la République, transformée en rue Quincampoix, va reprendre prochainement son aspect accoutumé.

On nous débarrassera de ces devantures sombres, de ces volets de fer, de ces boutiques financières et de ces tripots d'aspect lugubre, devenus aujourd'hui le tombeau de la fortune publique.

On vendra à l'encan, ces tables, ces bureaux, ces grilles, ces agencements et c'est à peine si leur prix suffira à payer les huis-siers.

Le jour de la suspension des paiements de l'Union, on put remarquer dans les groupes qui stationnaient devant la Banque sanctifiée, un Monsieur qui saluait la pancarte avec des signes non équivoques de respect et d'admiration.

— Vous trouvez cela bien, lui demanda-t-on?

— Merveilleux, sublime!

— Qui êtes-vous donc, pour vous moquer ainsi de la désolation publique?

— Moi! Je m'appelle Robert-Macaire!

ZÈDE.

L'UNION GÉNÉRALE

Suspension de paiement, liquidation judiciaire, faillite et banqueroute... c'était prévu, c'était fatal!

Nous écrivions, il y a quelques semaines, que les banquiers cléricaux qui mettaient le feu sous le ventre aux spéculateurs et jetaient notre place dans un agiotage insensé, faisaient œuvre de malfaiteurs publics.

D. — Et il y a des agents de change assez imprudents pour se prêter à ces agiotages?

R. — Il y en a trop!

D. — Ne courent-ils aucun risque en favorisant cette spéculation?

R. — Si, ils courent le risque de se ruiner eux-mêmes et de ruiner les autres.

R. — Pourriez-vous citer des exemples?

R. — Ce serait bien long, car j'en aurais trente pour une seule.

D. — N'existe-t-il pas une loi et des règlements qui interdisent les jeux de hasard?

R. — Oui cette loi et ces règlements existent.

D. — Pourquoi ne les applique-t-on pas aux spéculations de Bourse?

R. — Pour ne pas gêner les financiers dans leurs ébats.

D. — Voyez-vous une différence entre la Bourse et la Roulette, entre Paris ou Lyon et Monaco?

R. — Oui, je vois une grande différence.

D. — Laquelle?

R. — C'est que la Roulette et Monaco sont infiniment plus sûrs, plus honnêtes et moins

La preuve est là aujourd'hui, et ces malfaiteurs publics ne sont pas loin de devenir des malfaiteurs privés, qu'attend la correctionnelle ou les assises.

D'après les renseignements les plus autorisés, le liquidateur de l'Union Générale à Paris, aurait trouvé dans la caisse cent soixante mille francs, et cinquante mille titres valant... le poids du papier.

Voilà tout ce qui reste de ces bénéfices fabuleux, de cette prospérité inouïe dont le fameux Bontoux rendait grâce à la Providence.

Où sont-ils ces bénéfices? que sont devenus ces millions accumulés, dont le mirage élevait les cours jusqu'à trois mille francs et plus?

Une première vérification a permis de constater qu'à l'heure même où M. Bontoux réjouissait ses actionnaires, en leur annonçant un gain de cinquante-six millions, il y avait en réalité quatre-vingt-six millions — de déficit.

Comment cela s'appelle-t-il dans toutes les langues?

On dit que la situation mérite des ménagements. Oui, sans doute, pour les victimes, mais pour les banquistes et les écu-meurs?

Peut-on qualifier autrement ces tripoteurs méprisables qui, sous le couvert de la religion, de la famille et de la propriété, ont lancé ces opérations véreuses inévitablement vouées à la banqueroute et à la ruine?

Combien de malheureux déposants ont laissé dans ces mains « pieuses », le fruit de toutes leurs économies, le résultat de toute une vie de travail et d'épargne!

Qu'en reste-t-il maintenant? il en reste une spoliation effrontée, une duperie audacieuse; il reste aussi, espérons-le, la désaffection et le mépris pour ces hommes de bons principes et ces champions de l'aristocratie et du clergé descendus au rôle de flibustiers.

Nous aurons à examiner plus tard, l'influence inévitable de ces désastres financiers sur l'avenir du grand parti réactionnaire et clérical.

En attendant, il nous semble que la question intéresse surtout le procureur de la République.

L'arrestation de MM. Bontoux et Feder est une première satisfaction donnée à l'opinion publique indignée.

D'autres mesures suivront, et M. le garde des sceaux Humbert vient de donner à la Chambre l'assurance que justice, et justice impartiale serait faite.

On ne saurait laisser passer sans répression toutes ces entreprises tarées, toutes ces escroqueries publiques dont les auteurs sont trop connus.

Il importe que la sévérité de la justice ne ménage ni les situations, ni les blasons, ni les particules.

Quant aux journaux bien pensants, tels que la Gazette et le Français, qui osent parler de vengeance de parti, leur comédie effrontée ne trompera personne.

La vérité éclatante à tous les yeux, c'est que la Royauté et l'Ordre moral associés, en politique comme en affaires, ne sont plus aujourd'hui que le parti de la banqueroute.

ruineux, par la triple raison que vous ne perdez que ce que vous avez, que l'on vous paie toujours et que les croupiers indifférents se bornent à annoncer rouge ou noir, pair ou impair, passe ou manque, sans exciter les joueurs.

R. — Récitez votre Credo.

D. — Je crois et je suis certain que la finance basée sur la spéculation fictive, est une cause de ruine pour les fortunes particulières et la fortune publique. Je crois et je suis certain que les financiers, qui ont allumé cette fièvre de lucre illusoire et que les agents qui les ont secondés, doivent porter la lourde responsabilité de ces ruines. Je crois et je suis certain qu'en présence des catastrophes qui s'accablent, le moment est venu de couper court à ce sabbat financier dont le cléricalisme menait l'orchestre et qu'il faut passer la parole aux gendarmes.

L. LECLAIR.

DE PERRACHE A VAISE

Grande Revue en un nombre infini de tableaux et encore plus de personnages.

PRINCIPAUX COMPÈRES : LE LOUIS XIV DE BELLECOUR, LE HENRI IV DE L'HOTEL-DEVILLE, CLARION.

CINQUIÈME ACTE

Le fiacre jaune arrive avec une rapidité moyenne au café Berthoud.

Henri IV. — Joli café, joli café. Plein de clients. Il doit admirablement faire ses affaires.

Clarion. — A condition que le théâtre des Célestins lui déverse le trop plein de son public.

Louis XIV. — Naturellement; vous parlez, guide, pour ne rien dire.

Clarion. — Eh! vous vous imaginez que ça marche si souvent que ça, les Célestins! En comptant les incendies, les années de reconstruction, les mois de réparation, on les ouvre en moyenne un an sur trois.

Henri IV. — Voilà, en effet, qui diminue singulièrement leur vertu bienfaisante. Et ça marche-t-il, au moins, maintenant?

Clarion. — Pour dire que ça ne va pas, on ne peut pas dire que ça ne va pas; mais pour dire que ça va... dame!

Louis XIV. — Les aurait-on rebâti dans de mauvaises conditions?

M. l'Architecte, surgissant à l'improviste :

Tels ils étaient et tels ils sont,
Depuis la cav' jusqu'au plafond;
Seulement, la peinture,
Eh bien!
Fait meilleure figure,
Vous m'entendez bien.

Clarion. — Ah! oui, nous avons changé notre décorateur.

Henri IV. — L'ancien n'était donc pas habile?

Clarion. — Couci, couça; mais nous possédions ici un génie inconnu, et, comme les ailes lui poussaient, il a fini par prendre son vol, malgré que bien des gens voulussent les lui couper.

Louis XIV. — Quel est donc ce successeur des grands artistes qui ont embelli mes palais?

Clarion. — Le voici justement.

M. le peintre

On m'appelait plâtrier,
On me traitait d'ouvrier,
Quand j'apportais une esquisse,
On me disait sans façon :
Vous n'êtes pas un artiste,
Retirez-vous, mon garçon.
Mais un jour M. Chatron
M'a confié son plafond,
Et sans faire de tapage,
J'ai travaillé de mon mieux.
Quand on a vu mon ouvrage,
On a dit : c'est merveilleux!

Alors j'ai fait illico
Le plafond du Casino,
Et ces messieurs de la ville,
Tenant enfin pour certain
Que j'étais un homme habile,
M'ont donné les Célestins.

Henri IV. — Eh! bien, ils ont bien fait, et je vous félicite, mon cher monsieur, d'avoir enfin pris la place qui vous était due. Dans une si charmante bonbonnière, ce doit être un plaisir de jouer de la bonne comédie et d'en entendre.

Clarion. — Nous nous en privons, hélas! de ce plaisir.

Louis XIV. — Et pourquoi?

Clarion. — Parce que, grand roi, Célestins rime avec cabotins et que cette fois, malheureusement, la rime et la vérité sont absolument d'accord.

Henri IV. — Tant pis! j'eusse aimé à voir quelques beaux diseurs de rimes sonores, quelques gaillards compères lançant joyeusement la réplique bouffonne. Où sont donc ces messieurs?

Clarion. — Regardez dans le café d'où nous sortons.

Louis XIV. — Eh! quoi? Ces hommes graves aux visages rasés et bleus?

Clarion. — Ce sont nos Baron et nos Floridor.

Henri IV. — Eh! quoi? ces femmes d'aspect bourgeois?

Clarion. — Ce sont nos Champmeslé et nos Béjart.

Chœur de comédiens

Vive, vive le café,
Où l'on joue à l'écarté.

Solo. — Garçon! un bock.
Solo. — V'là, m'ssieu Saint-Ernest!

Reprise du Chœur.

Avec l'absinthe et la bière,
Ça, c'est la bonne manière...

Solo. — Garçon! une suisse!
Solo. — V'là, m'ssieu Saint-Léon!

Reprise du Chœur.

D'acquiescer en peu de temps,
Enormément de talent.

Henri IV. — Drôle de système!

Clarion. — Oh! il y en a qui ne suivent pas cette méthode facile et commode; mais ils sont bien rares, cette année surtout.

Henri IV. — Silence, voici ces dames qui veulent, je crois, nous dire quelque chose. Des artistes, la conversation est toujours instructive et profitable.

Chœur de comédiennes

Mieux vaut avoir un amant
Qui vous donne beaucoup d'argent,
Que d'acquiescer du talent
En battant,
En battant,
En battant la tête tout l' temps.

Henri IV. — Peste! l'aveu est dénué d'artifice.

Chœur de comédiennes

Avec beaucoup de toilette,
Des bijoux par-dessus la tête,
Une femme qui n'est pas bête
Sait toujours,
Sait toujours,
S' r'attraper au jeu d'amours.

Henri IV. — Fi! fi! Ce n'est plus de la fantaisie, cela: c'est de l'industrie. Cet aveu, de plus en plus dénué d'artifice, médétourne d'en entendre davantage. Ne restons pas ici plus longtemps. Guide, en route!

Louis XIV. — Où conduisez-vous nos pas?

Clarion. — Au palais Saint-Pierre, mon vieux père.

Henri IV. — Ah! je connais, c'est dans mon voisinage. J'y vois souvent entrer des foules nombreuses. Pourquoi?

Clarion. — C'est qu'on va par là à l'exposition de peinture.

Louis XIV. — Fameux! De mon temps, je protégeais beaucoup les arts. Allons!

Le fiacre jaune repart à un trot modéré. Nos voyageurs débarquent.

Henri IV. — Bel escalier! Il a l'air tout neuf.

Louis XIV. — L'aspect en est grandiose. Mansart n'eût pas fait mieux.

Clarion. — J'vous crois. C'est un malin qui l'a bâti. Le voici, d'ailleurs, qui va lui-même...

Louis XIV. — Oh! il a un beau chapeau!

M. l'Architecte

Je retap' pierre à pierre
Le vieux palais Saint Pierre,
Et j'installe avec art
Sur notre ancien musée
Une salle bien éclairée
Pour l'œuvr' de Chenavard.

Henri IV. — Ah! vraiment! Qu'est-ce que Chenavard?

M. l'Architecte

Un peintre de génie.
Il consacra sa vie
A broser des cartons
Qui retracent l'histoire
Des peuples, de leur gloire
Et des religions.

Louis XIV. — Oh! oh! grande ambition!

Clarion. — Et on dit que c'est admirable. Moi, je n'y connais rien; mais les malins sont d'accord là-dessus et ça me suffit. D'ailleurs, si on a bâti cette annexe, c'est que M. Chenavard a donné toute sa fortune à la ville pour qu'on logeât dignement sa collection et ce cadeau princier a été accepté avec reconnaissance.

Henri IV. — Et c'est M. l'architecte de la ville qui a consacré son temps à la réalisation du vœu de l'artiste.

Clarion. — Consacré son temps!... Oh! vous le connaissez bien peu. C'est le cadet de ses soucis, le palais Saint-Pierre. Sa grande besogne n'est pas là; n'est-ce pas, monsieur du Compas?

M. l'Architecte

Au fond d' la Guillotière,
Je fais la Faculté.
Et de cette manière.
Si je suis embêté
Par les maçons d' Saint-Pierre,
J'file comm' un dératé
Du côté,
Du côté,
Du côté de la Faculté.

Mais si, fâcheuse affaire,
On me fait du chagrin,
Au fond d' la Guillotière,
Je reprends mon chemin
Vers le palais Saint-Pierre.
V'là c' que c'est qu' d'être malin.

Clarion

Ah! l' malin,
Il est fin
Comm' Jacob et Benjamin!

M. l'Architecte. — Entrez d'ailleurs, messieurs, très heureux de vous conduire à l'exposition annuelle de peinture. Voici la salle de l'année 1882.

Henri IV. — Oh! que de tableaux!

M. l'Architecte. — Pas plus de 500. L'exposition de 1881 était plus riche. C'est que les Parisiens n'envoient plus rien.

Louis XIV. — Pourquoi donc?

M. l'Architecte. — Imaginez-vous que ces gaillards-là, ne se considérant pas comme très honorés d'être admis, se fâchent de n'avoir jamais de récompense et surtout de n'être jamais achetés.

Louis IV. — Fi, les prétentieux!

M. l'Architecte. — Et alors ils ont dit: Nous re terons chez nous. Et ils y sont restés, monsieur, et le salon de 1882 s'en ressent beaucoup trop; — mais vous comprenez parfaitement que nous n'y pouvons rien. Nous avons assez de nos amis sans aller encore récompenser des inconnus que ne recommandent ni monsieur Paul Petit ni ses collègues de la commission.

Louis XIV. — Evidemment. Et puis, s'ils ne viennent pas à Lyon, ils ont ailleurs. — Ça vous est égal et ça leur rendra service.

M. l'Architecte. — Evidemment. Et de cette façon nous donnerons des prix à nos amis sans que le public se moque de nous en voyant ceux que nous laissons de côté pour couronner nos préférés.

Louis XIV. — Evidemment. — Mais nous n'aurons pas besoin de nous fatiguer, voici les tableaux eux-mêmes qui viennent à nous.

La Marine de M. Appian

J' voudrais bien avoir le prix;

La Brouette de M. Perrachon

J' voudrais bien l'avoir aussi.

La Marine

Votre ciel est en papier.

La Brouette

L'vôtre est d'un bleu singulier!

Louis IV. — Ma foi! je serais presque d'avis que vous repassiez.

Les Moissonneurs de Sablé

Et nous, l'aurons-nous, cette fois?

Clarion

Non, vous êtes tous en bois.

Les Potirons de Saint-Cyr-Girier

Potiron phénoménal,
Je demande un récompense.

Henri IV

Nous ne sommes pas, je pense,
Au concours régional!

Le portrait de la Bréty
L'Enfant

Ah! Maman, je suis infirme,
Ce peintre est un grand méchant,
Il m'a volé, je l'affirme
Mes deux cuisses, c'est vexant!

La Mère (à M. la Bréty)

Rends-moi ces cuisses, brigand!

Henri IV. — Oui, rendez les cuisses de cet enfant à cette pauvre mère! c'est vraiment scandaleux de les subtiliser ainsi.

Louis XIV. — Scandaleux. — Allons nous-en. Tout cela, d'ailleurs, ne vaut pas pipette. Si j'avais su, je ne me serais pas dérangé.

Henri IV. — Et où aller? le jour baisse.

Clarion. — Voir la comète!

Louis XIV. — Peuh! elle m'intéresse médiocrement.

Clarion. — Elle est pourtant bien belle!

Henri IV. — Oui, elle a une assez belle queue. Moins longue cependant que celle qui s'allonge à la porte de cette banque. Mais quels cris, quel tumulte? Qu'est-ce donc? une révolution politique?

Dernier tableau.

Des Lyonnais affolés se précipitent autour des trois voyageurs.

Un joueur à découvert. — Une combinaison, par le Ciel! une combinaison ou nous sommes tous perdus!

Henri IV. — Eh ventre-saint-gris, qu'est-ce encore?

Un reporter. — Je n'ai que les titres pour me couvrir, c'est ma ruine; une combinaison!

Tous les agents de change. — Je perds cinquante millions! — j'en perds quarante! — j'en perds soixante! — Une combinaison ou toute la corbeille saute!

La foule éplorée. — Gredins de cléricaux, coquins de tartufes! voleurs! filous! Rendez-nous notre argent! reprenez votre papier qui ne vaut pas plus que vous!

Les cléricaux. — C'est la faute à Gambetta.

La foule irritée. — A d'autres! assez de mensonges. Vous ne nous trompez plus!

La moitié des négociants. — Nous sommes ruinés.

La moitié des fabricants. — C'est la faille!

Tutti. — Et c'est grâce à cette caverne de brigands!

Louis XIV. — Mais qu'est-ce donc, grand Dieu!

Clarion. — Eh! Ce sont les descendants de vos petits amis qui font encore des leurs et s'imaginent que Jacques Bonhomme se laissera encore une fois plumer sans crier. Leur nouvelle razzia dans les coffres du pays n'a réussi qu'au début et, maintenant, j'imagine que, plus que tous les autres, ils vont payer les frais de la guerre.

Henri IV. — C'est donc à coups de gros sous que combat aujourd'hui la noblesse française?

Clarion. — Eh! oui. L'arme est moins meurtrière que l'épée et tout aussi dangereuse.

Louis XIV. — Pouah! des gentilshommes! de mon temps, ils se tenaient mieux. Je me console à cette heure d'être mort et enterré. J'aurais trop de honte d'être se vu par ces traitants. Adieu, mon aïeul, je remonte sur mon coursier de bronze et je veux fermer pour l'éternité mon œil sans prunelle. — Ce que je vois me dégoûte.

Henri IV. — Ventre-saint-gris, mon petit-fils, je m'estime plus heureux que vous, car je m'éloigne encore davantage. Sur mon cheval de marbre, je regarderai droit devant moi et assez haut pour qu'aucun de ces bourgeois cotiers de qualité ne se vienne placer entre mon œil et les grands horizons du passé qui s'effacent chaque jour. Adieu, notre guide, rentre dans la fournaise du présent qui vit, s'agit et souffre; nous, nous remontons dans le passé mort qui contemple et juge. Adieu, mon fils.

Louis XIV. — Adieu, Sire.
Clarion. — A une autre fois.

Henri IV remonte sur son cheval, Louis XIV sur le sien, et les statues rentrent dans leur immobilité silencieuse, pendant que Clarion, sans perdre de temps, distribue avec ardeur un prospectus financier ayant pour titre :

Mines de bretelles élastiques
de Mantchourie.

Le public, furieux, veut lui faire un mauvais parti: la police, pour le sauver, l'envoie arrêter M. Bon-toux, qui se contente de répondre ces simples mots :

Comprends pas panique.

FIN.

THEATRES

Grand-Théâtre. — Si M^{lle} Elly Warnots n'a pas impérieusement stipulé dans son engagement qu'elle se produirait tout d'abord devant le public lyonnais, dans *Les Diamants de la Couronne*, nous nous demançons qu'il malin démon a poussé la direction à reprendre le plus usé des opéras d'Auber.

A-t-elle voulu, à sa manière, fêter le centenaire du maestro à l'instar de l'Opéra et de l'Opéra-comique, en invitant M. Rodolphe des Célestins à participer à cette petite cérémonie? Est-ce pour faire valoir cet éminent artiste auquel on confiait le rôle de Campo-Casso, c'est-à-dire de Campo-Mayor et lui faire oublier par l'inénarrable succès qu'il a remporté, ses multiples échecs dans la Comédie?

M. Campo-mayor, — c'est-à-dire M. Campocasso — a-t-il de l'Union en portefeuille, ou a-t-il reporté de la Timbale, que son esprit, si lucide et si pratique d'ordinaire, ait été trouble au point de remettre à la scène un ouvrage qu'on joue tout juste une fois l'an, devant une salle à peu près vide, avec des artistes qui, certains d'avance d'un insuccès, interprètent généralement leurs personnages le moins consciencieusement du monde?

Sans approfondir davantage le mystère ayant présidé à la reprise des *Diamants*, nous nous occuperons de la débutante qu'on nous présentait dans le rôle de la Catalina.

M^{lle} Warnots a d'immenses qualités. Autant que nous l'avons pu juger sur cette audition, elle nous a semblé excellente musicienne, fort habile dans l'art du chant, articulant avec une irréprochable netteté, phrasant bien, douée d'une très-bonne méthode; disant le poème avec beaucoup de goût et d'intelligence.

Malheureusement, toutes ces qualités que peut-être pas une artiste de notre troupe lyrique ne possède au même degré que M^{lle} Warnots, sont complètement annihilées par un défaut naturel irrémédiable. La voix, sans timbre ni sonorité, est fautive. Certes les efforts de la chanteuse sont visibles pour atténuer l'effet désagréable de ces notes qui martyrisent l'oreille; mais sa bonne volonté échoue devant une impossibilité.

C'est grand dommage. Cependant nous ne voulons pas condamner M^{lle} Warnots sans l'entendre de nouveau, et nous espérons que le public saura accueillir son second et son troisième début, avec un parti-pris moins prononcé de la trouver tout-à-fait inacceptable.

Rodrigue, qui l'aût cru? Mignon fait toujours recette. Il a suffi d'ajouter, sur l'affiche, le nom de M. Bataille, à celui de M^{me} Galli-Marié, pour qu'une salle bien garnie ait répondu à l'appel des réclames de la direction.

Inutile de revenir sur M^{me} Galli-Marié et M. Engel qui précédemment s'étaient partagé le succès de Mignon. Cette fois M. Bataille en reprenant le rôle de Lothario qu'il créa à l'Opéra-comique, en a revendiqué sa part, malgré le déclin très sensible d'une voix qui soutient seul un talent éprouvé joint à la correction et à l'autorité que donne à un chanteur le passage ou plutôt un séjour prolongé à l'Académie Nationale de musique.

En écoutant ces deux artistes, M^{me} Galli-Marié et M. Bataille, — nous additionnions mentalement la somme respectable d'années qu'ils doivent représenter à eux deux. Et nous réfléchissons combien les vieux, ceux qui ont duré et durent par le talent, savent toujours s'imposer au public et faire applaudir leur valeur. Nous pensions aussi combien sont coupables, tant de jeunes qui, avec des dons naturels heureux, écartent volontairement leur carrière, victimes aussi bien de leur éloignement du travail que des succès factices, obtenus par la claque ou par les complaisants braves de leurs amis, sans compter la prétentieuse futilité qui est l'appanage du monde artistique en général et du monde théâtral en particulier.

G. LAURENT

On nous annonce la publication d'un nouveau journal quotidien à cinq centimes, sous le titre de *Télégramme*.

Ce sera évidemment un journal bien informé et, tout en souhaitant la bienvenue à notre confrère, nous espérons pour lui longue vie et heureux jours.

Pour tous les articles non signés : Le Gérant responsable A. ALRIC

Imp. Lyon. LABAUME, c. Lafayette, 5, ALRIC, succ.

